

Le puzzle syrien en recomposition
David Bensoussan

L'auteur est professeur de sciences à l'Université du Québec

La Syrie fut un pays. Aujourd'hui méconnaissable, ce pays est fracturé le long de lignes ethniques et religieuses. La lutte sans merci entre le dictateur syrien et ses opposants est compliquée par les interventions de radicaux islamistes et de puissances étrangères aux intérêts divergents. Aujourd'hui, des forces militaires syriennes, rebelles, islamistes, russes, américaines, turques, jordaniennes ainsi que des milices chiites pakistanaises, afghanes et libanaises pro-iraniennes, interviennent à différents degrés en Syrie.

L'opposition syrienne est morcelée entre l'opposition républicaine au régime et une pléthore de milices islamistes dont les Frères musulmans, Al-Qaeda et Al-Sham. L'armée syrienne et les milices chiites dépêchées par l'Iran et le Hezbollah libanais qui sont intervenus aux côtés du régime syrien furent sur le point d'être mis en déroute lorsque la Russie est rentrée en force pour changer le cours de la guerre, avec fort peu de considération pour les populations civiles.

11,5 millions de Syriens, soit plus de la moitié de la population ont dû quitter leur logement et 4,8 millions de Syriens ont cherché refuge à l'extérieur du pays. L'Iran met en œuvre un nettoyage ethnique à grande échelle visant à créer un continuum chiite pour assurer la survie du régime syrien. Les villages que les Sunnites ont quittés sont détruits ou encore occupés par de nouvelles populations chiites. L'ensemble des populations sunnites du Proche-Orient assistent avec effroi à cette avancée chiite dans le Croissant fertile et au Yémen et se rapprochent d'Israël pour établir un front commun contre les visées iraniennes.

Horrifiés par la barbarie de l'État islamique, les pays de l'OTAN ont décidé de l'affaiblir en Irak puis en Syrie. Or, l'armée irakienne s'est montrée fort peu efficace. Seuls les Kurdes de l'Irak et ceux de la Syrie se

sont avérés être militairement capables et fiables et ont reçu l'appui des puissances occidentales. C'est alors que le président turc a vu rouge. Son opposition à des velléités d'autonomie kurde en Syrie est radicale. Le président turc a mis fin aux négociations avec l'opposition armée des Kurdes en Turquie même et l'armée turque a usé de la main forte contre l'Est turc peuplé de Kurdes. Après avoir tacitement profité des ventes de pétrole à rabais de l'État islamique, la Turquie s'est retournée contre lui et depuis, des actions terroristes frappent régulièrement ce pays.

La Russie avait rompu ses relations économiques avec la Turquie après qu'un avion russe fut abattu à la frontière syrienne. Les relations ont été renouées après le coup d'État manqué en Turquie en juillet 2016. L'armée turque a pénétré en Syrie afin d'empêcher la formation d'un continuum kurde le long de sa frontière et de créer une zone tampon qui servirait entre autres à faire cesser le flot de réfugiés syriens sur son territoire.

L'opposition syrienne est soutenue par l'Arabie saoudite. Dépitée par l'inaction d'Obama, l'Arabie saoudite s'est mise à soutenir les rebelles syriens à Alep et certains groupes radicaux (même si ceux-ci sont opposés au régime saoudien) afin de diminuer l'emprise iranienne sur la Syrie. La Russie a alors pris les grands moyens et Alep a fini par tomber aux mains du régime après des bombardements qui évoquent le massacre de Guernica durant la guerre civile espagnole.

La Turquie avait commencé par courtiser le dictateur syrien et posé les jalons d'une union politique des deux pays. La Turquie s'est ensuite distancée du président syrien quand ce dernier a eu recours à des bombardements de populations civiles. La Turquie s'est associée à ses ennemis séculaires, l'Iran et la Russie pour organiser des pourparlers entre des représentants du régime et de l'opposition syrienne à Astana au Kazakhstan. La condition était que les Kurdes syriens n'y soient pas représentés. Or, peu après la conférence, une délégation kurde de Syrie a été invitée à Moscou. Par ailleurs, l'aviation russe a bombardé une position turque en Syrie le 9 février, prétextant avoir reçu des fausses coordonnées des positions turques en Syrie, ce que l'armée turque dément formellement.

Affaibli par le coup d'État militaire du mois de juillet 2016, la Turquie est de plus en plus à la merci des diktats russes.

Après avoir longtemps tergiversé quant à l'aide à apporter ou non à l'opposition syrienne, le président Obama a finalement décidé de ce faire, mais bien trop tard. Le nouveau président américain ne veut sûrement pas perdre la participation turque à l'OTAN. Toutefois, le président turc qui n'a pas fini de faire des purges au sein de la justice, de l'appareil d'état, des universités, des journalistes et des militaires suite au putsch manqué de juillet 2016, réclame l'extradition de Fethullah Gülen résidant actuellement aux États-Unis et qu'il accuse d'avoir tramé ce coup d'État. Mais il n'est pas dit que la justice américaine autorisera une extradition expéditive sans avoir monté un dossier de preuves convaincant.

Depuis l'élection du président américain Trump, une esquisse de collaboration se dessine avec la Russie : le lendemain même de l'inauguration présidentielle américaine, des bombardiers russes ont attaqué les forces de l'État islamique à Deir ez-Zour alors que jusque-là, les bombardements russes visaient les rebelles syriens. Il est possible qu'une coalition incorporant Russes, Américains, États sunnites et Israël soit mise sur pied pour donner le coup de grâce à l'État islamique. Le fait que l'Iran et la Turquie commencent à s'accuser mutuellement de vouloir faire revivre l'Empire perse et l'Empire ottoman est peut-être le signe que la Turquie veut également se joindre à cette coalition. Or, cette dernière ne pourrait être mise en action que si les milices chiites téléguidées par l'Iran sont mises hors d'état de nuire.

De son côté, l'Iran ne voudra pas quitter les lieux de plein gré et cherchera à miner cette coalition par tous les moyens. C'est pourquoi un arrangement préalable russo-américain est essentiel pour compenser la Russie pour la perte du marché des armes avec l'Iran et pour s'entendre sur les forces qui occuperont le territoire syrien. Cette compensation pourrait inclure la cessation des sanctions imposées à la Russie après que ce pays ait annexé la Crimée. Des zones d'influence pourraient être définies : le littoral et l'Ouest syrien contrôlé par les Alaouites bénéficieraient de la protection

russe. Les Kurdes au Nord-ouest de la Syrie et la région du Sud-ouest de la Syrie dans les territoires avoisinant la Jordanie et Israël se trouveraient dans la zone d'influence des États-Unis. La Turquie conserverait le contrôle de l'enclave qu'elle occupe au Nord de la Syrie afin d'enrayer la formation d'un état kurde de facto. La partie Est de la Syrie pourrait faire partie d'un conglomérat composé de forces de plusieurs pays. Cette situation perdurerait jusqu'à ce que les factions syriennes parviennent à une entente.

En définitive, toutes ces décisions relèvent de l'administration américaine pour autant qu'elle définisse une ligne d'action qui soit cohérente. Les prochaines semaines seront critiques, mais non décisives. Par le passé, les attaques contre Al-Qaeda n'ont pas empêché cette mouvance de renaître sous d'autres formes. Il en sera probablement de même avec l'État islamique s'il est délogé du fief qu'il occupe.